

Objection de conscience

https://www.lemonde.fr/campus/article/2026/03/01/face-a-l-ia-generative-des-enseignants-optent-pour-l-objection-de-conscience_6668765_4401467.html?lmd_medium=sl&lmd_campaign=trf_edito_lmfr&lmd_creation=gratuit&lmd_variant=dsa&lmd_source=google&gad_source=5&gad_campaignid=14138175512&gclid=EAlaIqObChMlk4qpzqaOkwMV25RQBh3-BC_VEAAYyAAEgK9yFD_BwE

Soazig Le Nevé. Face à l'IA générative, des enseignants optent pour l'objection de conscience. 2026. EXTRAIT.

Quelque 2 800 enseignants et chercheurs ont signé un manifeste contre l'intelligence artificielle générative, qu'ils considèrent être un gouffre énergétique alimentant des usages incompatibles « avec les valeurs de rationalité et d'humanisme » de l'université.

Certains l'ont fait valoir pour échapper à l'usage des armes lors du service militaire. D'autres revendiquent aujourd'hui l'objection de conscience pour s'opposer à la mise en place des technologies d'intelligence artificielle (IA) générative dans les universités et les grandes écoles. En novembre 2025, un collectif d'universitaires toulousains, baptisé Atelier d'écologie politique, a publié un manifeste, signé par environ 2 800 enseignants et enseignants-chercheurs de toutes disciplines partout en France, pour marquer « *un refus net* » face à « *un phénomène qui nous dépasse, mais dont nous savons qu'il est mortifère* », acte le document.

« *Le déploiement de l'IA générative [qui regroupe notamment les applications comme ChatGPT ou ses concurrents] dans les institutions de l'enseignement supérieur et de la recherche est incompatible avec les valeurs de rationalité et d'humanisme que nous sommes censés représenter et diffuser* », écrit le collectif.

Trois arguments sont avancés, en premier lieu « *le gouffre énergétique et matériel* » qu'engendre l'installation massive de l'intelligence artificielle, liée à son impact sur l'accès à l'eau, aux métaux rares et à l'électricité. Elle est telle que « *personne ne peut prétendre que l'IA générative soit compatible avec les grands engagements internationaux tels que l'accord de Paris sur le climat et, plus généralement, avec la protection du vivant* ».

Viennent ensuite « *les lourds dégâts sociaux associés à ce système qui se voient renforcés* » comme le « *travail du clic* » des travailleurs précaires qui réalisent des tâches de production, d'annotation et de tri des données, derrière leur ordinateur.

Enfin, les signataires s'opposent à ce que des mégafirmes tels OpenAI et les Gafam (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) accumulent « *un pouvoir démiurgique* », et ce, sans faire mystère de « *leurs projets mégalomaniaques, eugénistes, et de leur détestation de la démocratie* ».